

L'appel du Rojava

Irène Lestang

3 juin 2017

Texte inédit pour le site de Ballast

« Imaginez une région en pleine guerre civile appliquant le principe de l'égalité entre hommes et femmes, une société qui transcende les clivages communautaires, ethniques et religieux, un projet de gouvernance sociale inédit, où les formes d'organisations autonomes marginalisent l'État », avançait le programme. La soirée était organisée, à Grenoble, par un centre social autogéré. Projections, débats, concerts de rap et bar : le Rojava — son projet de Confédéralisme démocratique et sa lutte contre Daech — était à l'honneur. Nous nous sommes rendus sur place, en soutien et en curieux. ☰ Par Irène Lestang



fait l'angle arbore aujourd'hui des inscriptions « anti-bobos ». En haut de l'artère, le

Grenoble, quartier Saint-Bruno. La cité alpine ne déroge pas aux lois urbaines de notre temps : toute zone populaire proche de l'hypercentre (épiceries et restaurants bons marchés) se gentrifie (magasins bio et enseignes éco-responsables). Parfois surnommée « rue de la Commune », la longue rue d'Alembert voit en effet fleurir depuis quelques années des lieux autogérés et des événements militants — salles de concert, centres sociaux, bibliothèques, lieux de vie, parfois tout cela à la fois. La Biocoop qui y



numéro 38 ; le bâtiment interpelle : jaune sur noir, l'inscription « 38 — Centre social Tchoukar¹ » trône à l'entrée. Le centre vit grâce à un petit groupe déterminé qui a réinvesti des locaux, laissés vacants par la mairie de Grenoble. Il dispose de plusieurs étages et de différents lieux de vie : cuisine, salon, bibliothèque, salle de musique. Selon les jours, on peut y jardiner, réparer son vélo, prendre des cours ou encore profiter d'une laverie et d'un cybercafé. Les nouveaux-venus s'emparent de l'espace, organisent, proposent, rajoutent. Actif depuis un an, un des membres du 38 nous en partage sa vision : *« C'est un lieu où l'on essaie de tisser des liens avec et entre les gens du quartier, dans une société où ces liens sont fragiles. Ce centre social essaie de les renforcer, de proposer une autre vision du monde, basée sur des valeurs de communalité. Des valeurs de don et de partage sans la patte des institutions dans un quartier où différentes cultures ou sensibilités se mélangent. »* Le sous-sol abrite régulièrement un espace de gratuité ; juste derrière, une salle aménagée pour accueillir des concerts. C'est ici que prend place la soirée de soutien aux luttes kurdes qu'accueille le centre social autogéré.

« C'est un lieu où l'on essaie de tisser des liens avec et entre les gens du quartier, dans une société où ces liens sont fragiles. »

L'une des organisatrices est membre de l'Association iséroise des amis des Kurdes, l'AIKAK. Depuis plusieurs années, ce collectif œuvre au sein de l'agglomération grenobloise afin de faire connaître leurs luttes, et plus spécifiquement la situation des Kurdes de Turquie. Elle lance actuellement un projet de parrainage entre des élus isérois du PCF (les autres partis n'ayant pas répondu aux sollicitations) et des élus du Parti démocratique des peuples, le HDP, incarcérés dans le pays régenté par Recep Tayyip Erdoğan. Ses membres sont de retour d'une mission d'observation du référendum d'avril dernier ; ils vont animer les débats de ce soir. Édouard Schoene, membre d'AIKAK et ancien adjoint à la mairie communiste de Fontaine, nous dira les difficultés rencontrées par l'association dès lors qu'il est question d'ouvrir plus largement : *« C'est le PKK, ça crispe. Les gens ne veulent pas s'y associer... Surtout qu'ils sont considérés comme une organisation terroriste en Turquie. Mais, en quelques années, on est parvenus à fédérer pas mal de structures sur Grenoble — ce qui est, malheureusement, assez unique en France. La dernière manifestation a réuni 22 associations et organisations qui soutiennent la cause kurde. »* À l'échelle nationale, ils cherchent également à se mettre en réseau avec d'autres associations aux objectifs similaires, en dépit des désaccords politiques — la Coordination nationale solidarité Kurdistan permet ces alliances (aux côtés d'associations locales aux ancrages divers, on retrouve des organisations

politiques telles qu'Alternative Libertaire, Ensemble, le NPA et le PCF).

Au guichet improvisé, on accueille les arrivants avec le sourire, sans oublier de leur expliquer le principe du « *prix libre mais nécessaire* » : les bénéfices de la soirée seront reversés à des familles de militants kurdes emprisonnés. Des enfants circulent en *rollers* ou indiquent aux visiteurs la direction à suivre ; dehors, un groupe de fumeurs profite des derniers instants avant le début des projections. Une table d'information nous attend juste devant l'entrée de la salle, couverte de brochures sur les luttes kurdes en général et la situation du Rojava en particulier, cette zone majoritairement kurde au nord de la Syrie qui lutte, à l'heure qu'il est, contre les troupes de Daech et mène, de front et comme elle peut, une révolution sociale, féministe et post-nationale. Au fond de la salle, les chaises et bancs, déjà bien occupés, démentent les inquiétudes de l'après-midi : une quarantaine de personnes y discutent tranquillement. Aux murs, la décoration se fait discrète : deux drapeaux ont été accrochés tant bien que mal. L'un porte les couleurs du **Gouvernement régional du Kurdistan**, l'autre — un arbre cerclé de blanc sur fond jaune — celles du **Parti démocratique des peuples**, ce parti turc de gauche pour partie issu du mouvement kurde et défendant les valeurs de l'écologie politique, les droits des femmes et des LGBT. Face à la complexité du contexte géopolitique, les organisatrices ont judicieusement choisi de faire débiter la soirée par un quart d'heure de présentation synthétique de la situation du Kurdistan (géographique, linguistique, politique...) ainsi que des luttes kurdes. Des retardataires arrivent au compte-goutte, l'assemblée avoisine bientôt les soixante personnes.



Ulas Tosun/Getty Images

La présentation ne tarde pas à se transformer en dialogue ouvert. Certains s'interrogent sur l'unité du mouvement kurde, d'autres sur la politique du gouvernement turc, d'autres, enfin, sur le traitement de la situation par les médias français. Des membres de



l'AIK rebondissent sur les remarques et livrent leurs témoignages, épaulés par un contributeur du magazine libertaire [Kedistan](#), fondé en 2014. La soirée remplit l'un de ses objectifs : donner un espace, un cadre au besoin de témoigner et de partager. Nous échangeons avec un membre du 38, étonné par la diversité du public — on s'assied par terre, à présent. Le moment est venu de passer aux projections : des extraits de deux documentaires. Le premier, *Kurdistan, rêves de printemps*, a été tourné en 2015 et nous entraîne sur les traces de Gaël le Ny — un photographe membre des Amitiés kurdes de Bretagne — et de ses amis. Le second, *Kurdistan, la guerre des filles*, a été réalisé par Mylène Sauloy. Impressionnée par la communauté des femmes du [Qandil](#), elle avait tiré un premier reportage de cette expérience au cours de laquelle elle avait fait la connaissance de Sakine Canciz et Fidan Doğan (plus connue sous son pseudonyme militant « Rojbîn »). Ces dernières font partie des trois militantes assassinées à Paris, en janvier 2013 : des meurtres très probablement commandités par les services secrets turcs. Son film est un hommage à toutes ces femmes, bien au-delà de l'image, par trop instrumentalisée en Occident, des combattantes kurdes libérant les villes de l'emprise de Daech. Les séquences filmées marquent les esprits : un homme propose en souriant d'importer l'idée de « camps de rééducation des hommes » telle que proposée par les femmes du Quandil ; une femme rebondit, soulignant que les hommes qui voient le film acclament la pratique de la non-mixité au Kurdistan mais râlent lorsqu'elle a lieu ici ! Les projections achevées, s'ensuit un échange dense avec les membres de l'AIK. Ils relatent les récents bombardements perpétrés par le régime Erdoğan sur les positions du Parti des travailleurs du Kurdistan, ledit PKK — bilan : 70 morts. Et soulignent qu'une partie des personnes vues et entendues dans les documentaires se trouvent aujourd'hui en prison, durcissement de la répression oblige...

« On critique souvent, mais on a souvent peu de choses à proposer. Des expériences comme celle du Rojava ou du mouvement zapatiste aident à cela. »

Le débat se poursuit et une même question n'en finit pas de revenir : comment agir d'ici pour soutenir là-bas ? L'association livre des pistes : « *Ce qu'ils nous demandent, tout d'abord, c'est de témoigner. Et c'est incroyable l'attention qu'on a dans nos réseaux, quand on apporte un témoignage direct.* » Leur mission d'observation du référendum en Turquie est évoquée : bien que l'objectif premier n'ait pas été entièrement atteint — les membres de l'AIK et quelques autres observateurs ont été fermement refoulés des bureaux de vote —, ils confient à quel point il était important à leurs yeux de la tenter, par solidarité internationale. Les gens se dispersent progressivement, d'autres arrivent



avec le début imminent des concerts. Nous nous dirigeons vers le stand où sont proposées les réalisations culinaires de l'après-midi — la nourriture végétarienne et végane trouve preneur. Un membre du 38 nous avoue trouver force inspiration dans ce qu'il entend depuis le début de cette soirée, notamment à propos du [Confédéralisme démocratique](#), le modèle politique théorisé par le cofondateur du PKK, [Abdullah Öcalan](#), qui associe démocratie directe (basée sur des assemblées locales, des Conseils et la révocation des mandats), rejet du nationalisme étatique et économie « collective » et coopérative : un « *nouveau socialisme* » (*dixit* Cemil Bayik, l'un des fondateurs du PKK), post-marxiste et influencé par la tradition libertaire. Un projet politique au sein duquel l'écologisme et le féminisme ont, en actes ou parfois seulement sur papier, toute leur place. « *On critique souvent, mais on a souvent peu de choses à proposer. Des expériences comme celle du Rojava ou du mouvement zapatiste aident à cela ; elles montrent que des expériences fonctionnent à grande ampleur. Même ici, au 38, il y a des pratiques dont on peut s'inspirer !* » Si ce militant dit mieux connaître l'exemple du Chiapas, il a aujourd'hui envie de « *davantage regarder vers le Kurdistan syrien* ». Un autre participant, historien de formation, adopte une attitude plus méfiante : les documentaires, résolument partisans, lui paraissent prendre insuffisamment de recul sur les situations de guerre qu'ils relatent — le Rojava, déplore-t-il, a les allures dommageables de l'utopie. La plupart des reportages diffusés datent de 2015 ; la question se pose alors des canaux afin d'obtenir des informations sur la situation politique et militaire présente. Les membres de l'AIK nous confirment cette difficulté, de même que la rédaction du magazine en ligne Kedistan, nous indiquant par après : « *C'est dommage, car ils ont besoin de soutien notamment financier... Mais il est de plus en plus difficile de se connecter avec le Rojava ! D'autant qu'il y a un travail d'info à faire car, jusqu'à récemment, on voyait surtout passer des données militaires dans les médias... Ça nous chagrine.* » De fait : il est désormais pratiquement impossible de se rendre sur place.

Naz Oke, journaliste et membre de la rédaction de Kedistan, regrette le manque de visibilité médiatique du projet politique porté par le Rojava, dissimulé qu'il est derrière la fumée et la fureur des combats. Elle poursuivra : « *Les femmes kurdes, en plus, se retrouvent prises dans une imagerie qu'elles combattent ! On entend des choses comme les "Angelina Jolie du Kurdistan"...* » Si Öcalan promeut la critique de l'État, Oke n'en reste pas moins étonnée de la persistance de l'attachement de la diaspora kurde au modèle stato-national : « *J'ai du mal à comprendre cette focalisation, encore aujourd'hui !* » Des schémas institutionnels dépassés, sans doute, et des liens fermes entre les anciens militants kurdes et le PCF, ardent défenseur de la lutte par l'État. Une approche regrettable, jugera la journaliste et militante : le Rojava porte une nouvelle vision, un



tout autre paradigme. Une personne se joint à la conversation et nous dit craindre que la dimension « fantasmée » de la révolution en vienne à masquer la diversité politique des luttes kurdes, voire les clivages internes, bien au-delà du Rojava. Puis insiste sur le fait que le Confédéralisme démocratique ne rallie pas l'ensemble des Kurdes à sa cause — à l'évidence. Comment trouver un équilibre entre la volonté militante de soutenir ces luttes et la prudence à conserver dans la présentation de la lutte émancipatrice et socialiste en cours, au nord de la Syrie ? Édouard Schoene tiendra à nous préciser : *« On essaie d'être dans le respect total du point de vue des Kurdes, avec la complexité que ça peut avoir. On ne va pas s'exprimer à leur place sur l'avenir de leur lutte, de leurs pays... Effectivement, il y a des divisions non négligeables entre organisations kurdes d'Irak et de Turquie. On s'était inscrits pour aller au Rojava et ce sont les autorités kurdes d'Irak qui ont bloqué... Sur le plan militaire et stratégique, les États-Unis envoient des armes au Rojava, mais quel sera l'avenir, pour autant ? Je pense quand même que les Kurdes syriens ne sont pas naïfs face aux pressions qui vont suivre ! Même la France a une position très contradictoire. Elle soutient fortement la Turquie mais des armes françaises arrivent au Rojava. On a demandé : "— Mais ils les offrent ?" Et on nous a répondu : "— Ah non, ils les vendent..." »* Pour notre interlocutrice de Kedistan, la difficulté réside dans le fait d'appréhender un « projet en devenir » et, forcément, imparfait : *« Il faut continuer à se questionner : sans casser non plus du sucre sur leur dos... ni dire que tout est rose ! »* Entre enthousiasme et regard critique, donc. La ligne de crête, la fameuse, la seule à suivre. La musique reprend désormais ses droits : la soirée fait la part belle à un rap grenoblois plein d'une énergie contagieuse. L'AIK, quant à elle, a déjà la tête au lendemain : un compte-rendu de leur mission d'observation organisé à Saint-Martin d'Hères.

Photographie de couverture : [European Pressphoto Agency](#)

Photographie de vignette : [Irène Lestang](#)

1. Tchoukar, probablement dérivé d'un mot gitan signifiant doux, sucré, est un terme d'argot grenoblois qui peut signifier tour à tour impressionnant, beau, génial, agréable...[↩]